CHAPITRE 3 : CADRE GENERAL DE L'ESCALADE EN SNE

AVANT-PROPOS

Même si les SNE se trouvent en « pleine nature » et que l'esprit qui anime généralement les grimpeurs est un esprit de « liberté », nous vivons dans une société avec ses règles, ses lois, ses « assurances », etc. Nous pouvons le regretter, mais nous devons les respecter et il est donc nécessaire de connaître ces divers aspects réglementaires qui concernent notre sport.

Le SNE, notre « terrain de sport », n'est pas une salle d'escalade à l'air libre, mais un milieu naturel que nous devons partager avec d'autres humains (grimpeurs ou non grimpeurs) et d'autres êtres vivants (faune et flore). Ce partage « harmonieux » est à la base de la « climbing attitude »)

1. ENVIRONNEMENT LEGAL

a) Le droit de propriété – convention d'escalade

En Belgique, il n'y a aucun m² de terrain qui n'appartienne pas à quelqu'un, il y a TOUJOURS un propriétaire. Ce propriétaire peut être un particulier, une société ou même un pouvoir public (commune, région,...). Dans les 2 premiers cas, pas de doute, il s'agit bien d'une propriété privée, mais même dans les 2 derniers cas, il s'agit de la propriété privée d'une autorité publique. Personne ne peut entrer dans une propriété privée sans l'accord du propriétaire, qu'il soit privé ou public. Le seul « domaine public » sur lequel tout le monde peut aller sans autorisation particulière est l'ensemble des routes, rues et « parcs publics », mais pas l'ensemble des bois et forêts.

Pour les principaux massifs d'escalade, le CAB (ou le KBF, UBS, ...) a conclu une convention particulière avec le propriétaire pour que les grimpeurs puissent accéder aux rochers et y pratiquer l'escalade. Chaque convention est particulière, si quelques conventions sont heureusement faites à titre gratuit, la plupart des conventions prévoient le paiement d'un « loyer annuel », cela concerne aussi bien des rochers appartenant à des privés que des rochers appartenant à un pouvoir public.

Pour les massifs sans convention, il n'y a probablement pas d'autorisation générale accordée par le propriétaire et chaque grimpeur devrait en conséquence obtenir une autorisation individuelle.

b) Le code forestier

La forêt « domaniale » est la forêt qui appartient à la Région wallonne ou à l'Etat belge. Cette forêt est administrée par le Département Nature et Forêts du SPW (Service Public de Wallonie). Les autres forêts appartenant à une personne morale de droit public (principalement commune, mais aussi CPAS ou Fabriques d'Eglise) sont en fait également supervisées par le DNF. Ces forêts sont soumises au Code forestier (Décret du 15 juillet 2008 relatif au Code forestier).

En matière d'accès de ces forêts au public :

- les véhicules à moteur ne sont autorisés que sur les routes et chemins ou sentiers balisés à cet usage
- les cyclistes, skieurs et conducteurs d'animaux de trait ne sont autorisés que sur les routes et chemins ou sentiers balisés à cet usage
- l'accès des piétons est interdit en dehors des routes, chemins et sentiers. Le piéton ne peut donc, sans autorisation particulière, quitter un sentier pour traverser la forêt : par exemple l'organisateur d'une course d'orientation doit disposer d'une autorisation spéciale du DNF qui autorise le « à travers tout ». Il en va donc aussi du grimpeur qui accède ou redescend d'un rocher !

Le Code forestier prescrit également que le Gouvernement peut temporairement limiter ou interdire la circulation en cas d'incendie, de menace pour la faune et la flore, de risque de perturbation significative de la quiétude de la faune, ou pour des raisons d'ordre sanitaire ou liées à la sécurité des personnes. Le Gouvernement fixe les modalités de limitation et d'interdiction de la circulation.

D'autre part, pour toute action de chasse ou de battue, la circulation dans les bois et forêts est interdite aux jours et aux endroits où cette action présente un danger pour la sécurité des personnes. Ces chasses sont le plus souvent renseignées par voie d'affiche au bord des chemins donnant accès à la forêt. En cas de doute, il est recommandé de prendre contact avec le cantonnement DNF concerné.

Dans les forêts privées, c'est le propriétaire qui décide et c'est généralement « entrée interdite ».

c) Le plan de secteur et le permis d'urbanisme

Depuis les années 70, l'ensemble du territoire a été réparti en diverses zones par exemple zone d'habitat, zone forestière, zone de loisirs, zone agricole, zone d'exploitation de carrières, etc.

C'est le plan de secteur qui est maintenant consultable par tout citoyen sur le site

« WalOnMap » (<http://geoportail.wallonie.be/WalOnMap>). Chacune de ces zones a une destination particulière et les activités qui ne correspondent pas à cette destination sont interdites. Par exemple : dans une zone forestière, seules les activités en liaison directe avec la sylviculture ou la conservation des forêts sont autorisées.

Toute installation fixe doit faire l'objet d'un permis d'urbanisme et le fonctionnaire vérifie notamment si cette installation est en conformité avec la destination de la zone au plan de secteur. Depuis quelques années, l'administration de l'urbanisme considère que l'installation de broches ou pitons pour sécuriser une voie d'escalade est bien une installation fixe par le lien logique qui existe entre les broches, à savoir la voie d'escalade. L'équipement d'une paroi rocheuse est donc soumis à permis d'urbanisme, même si c'est dans une propriété privée (au même titre que toute autre construction). Mais comme cet équipement a une destination « sportive ou récréative », il n'est « automatiquement » accepté qu'en zone d'habitat ou zone de loisir. Comme les rochers ont eu la malheureuse idée de s'installer en zone forestière ou naturelle et qu'il est difficile de prétendre que cet équipement a un rapport direct avec la sylviculture ou la conservation de la nature, le permis ne pourra être accordé qu'avec une dérogation au plan de secteur. Dans les cas qui nous concernent, ces dérogations sont accordées aux fédérations gestionnaires dans l'intérêt public, en l'espèce pour favoriser la pratique sportive sans qu'il s'agisse d'intérêt privé ou commercial. Un permis d'urbanisme est accordé sans limite de temps, en tout cas il couvre la « vie » de l'installation. Dans les massifs non gérés par une fédération et donc probablement sans permis d'urbanisme, les voies d'escalade qui s'y trouvent sont « illégales ».

d) L'utilisation d'une falaise rocheuse pour une activité sportive et le permis d'environnement

L'aménagement et l'utilisation d'une paroi rocheuse dans un but sportif ou récréatif est une activité également soumise à permis d'environnement (anciennement permis d'exploitation) qui examine l'impact de cette activité sur l'environnement en général (eau, air, nuisances sonores, ...) et en particulier les effets sur l'homme, la faune, la flore, le sol, le paysage, les biens matériels et le patrimoine culturel. Ce permis est donc indispensable, même si l'installation est dans un site privé. Si le site se trouve dans une zone Natura 2000, il faut réaliser une Evaluation Appropriée des Incidences montrant que l'activité n'a pas d'incidence préjudiciable significative sur les habitats visés par le classement du site en Natura 2000. Le permis d'environnement est accordé pour une période de 20 ans maximum. Les premiers permis d'environnement obtenus par le CAB datent des années 2004. Le DNF peut interdire l'escalade sur un site qui ne dispose pas d'un permis d'environnement et verbaliser les contrevenants.

e) Position des fédérations gestionnaires des rochers

Puisque c'est une fédération (CAB, KBF ou UBS) qui introduit les demandes en tant que « locataire » et obtient les permis établis à son nom (le permis peut être cédé à une autre organisation, mais en prévenant les autorités), il ne fait aucun doute qu'aux yeux de l'administration, c'est la fédération gestionnaire qui est « responsable » de l'organisation de l'activité escalade sur ces rochers et ce dans tous ses aspects, dont en particulier le respect des conditions imposées dans les différents permis ou dans d'autres textes légaux.

Le CAB a, dans ce cadre, rédigé deux documents qui sont d'application **pour toute personne** (de quelque fédération ou nationalité que ce soit) accédant à un site d'escalade géré par le CAB, il s'agit :

- Règles générales applicables sur tous les massifs gérés par le CAB
- Equipement des SNE gérés par le CAB

Ces deux documents sont consultables sur le site www.clubalpin.be / rochers / règles et conseils. D'autre part comme les fédérations assument seules l'ensemble des frais liés à la gestion du site (location, frais de permis, entretien et équipement), il est normal que les « utilisateurs » participent à ces frais, motif pour lequel l'accès des rochers est réservé aux membres de la fédération gestionnaire et aux membres des autres fédérations par réciprocité. C'est donc une première raison pour un grimpeur de se faire membre et logiquement en tant que grimpeur francophone, d'un des clubs du Club Alpin Belge qui est la fédération gérant la majorité des rochers en Wallonie.

f) Responsabilité civile

Chacun est responsable des dommages qu'il cause à autrui. Même sans faute intentionnelle votre responsabilité pourrait être mise en cause, c'est ce qu'on appelle la « responsabilité civile ». La plupart des citoyens sont couverts par une assurance familiale, mais cette assurance ne couvre pas toutes les activités et notamment les risques liés à l'escalade sont généralement exclus, tout comme l'alpinisme, la spéléo, etc. Il est cependant lors de ces activités plus encore que dans la vie courante nécessaire d'être couvert car les conséquences peuvent être dramatiques : les dommages et les coûts médicaux peuvent très vite atteindre des montants très importants. En étant membre du CAB, vous êtes couverts en responsabilité civile, une seconde bonne raison pour un grimpeur de se faire membre.

Pour un animateur SNE qui encadre bénévolement au profit d'un cercle, la jurisprudence actuelle montre que la recherche de responsabilité en cas d'accident se tourne généralement vers l'organisation, donc le cercle ou club, plutôt que vers le bénévole en tant qu'individu. Une bonne raison est sans doute l'existence au niveau de l'organisation d'une assurance qui peut intervenir ! Il en va bien sûr différemment vis-à-vis d'un encadrant « professionnel » dont la responsabilité sera plus rapidement engagée. Il existe la possibilité d'une assurance « moniteur sportif » à faible coût auprès de certaines compagnies d'assurance ou via l'UPMM, même si cette assurance vise plutôt les moniteurs indépendants ou salariés.

2. ENVIRONNEMENT SPORTIF

a) Le décret sportif

L'organisation du sport dans notre région est une compétence de la Communauté Française et est régi par un décret du 8 décembre 2006 qui fixe l'organisation et le subventionnement du sport.

Le décret détermine deux niveaux : la fédération (le CAB) et les cercles (que nous appelons communément les « clubs » avec leurs membres), qui ont chacun leurs droits et obligations.

Sécurité : l'article 4 stipule « *Les cercles prennent les mesures pour assurer la sécurité de leurs membres, des accompagnateurs, des spectateurs ou de tout autre participant lors des activités qu'ils organisent. Ces mesures concernent tant les équipements utilisés que les conditions matérielles et sportives d'organisation.* »

Encadrement : l'article 8 stipule « *Les cercles doivent garantir à leurs membres un encadrement suffisant en nombre et formé conformément aux connaissances et exigences les plus récentes notamment en matière de méthodologie et de pédagogie sportive. Ils ont pour obligation de respecter les normes minimales fixées, le cas échéant, conformément à l'article 38.* »

L'article 38, de son côté stipule : « *Après consultation des fédérations et des associations sportives concernées, le Gouvernement fixe, en matière d'encadrement, des normes minimales tant qualitatives que quantitatives pour les disciplines qu'il détermine.* »

Actuellement, il n'y a pas encore de normes fixées par le gouvernement en rapport avec cet article 38.

b) L'Adeps et les moniteurs sportifs

Le ministre qui a le sport dans ses compétences dispose d'une administration au sein de laquelle on retrouve le Service Général des Sports (Adeps) avec différentes directions dont les Centres Sportifs, le Sport pour Tous et la Direction Vie Fédérale où on trouve le Service Formation des Cadres Sportifs.

Le cadre sportif à vocation pédagogique a pour fonctions d'animer, initier, éduquer et entraîner. Ces différentes fonctions correspondent respectivement au moniteur initiateur, au moniteur éducateur et au moniteur entraîneur. Le gouvernement (Adeps) organise les cours généraux pour toutes les disciplines sportives (art 40) et désigne les fédérations ou associations habilitées à organiser les cours spécifiques (art 41). En matière d'escalade, le CAB est ainsi reconnu comme organisme de formation. Les cours spécifiques des moniteurs initiateur, éducateur et entraîneur sont ainsi dispensés par le CAB (après réussite des cours généraux) et le brevet est ensuite homologué par le gouvernement (Adeps) (art 41 § 4).

Une formation animateur sportif peut être organisée pour autant qu'elle se limite à des modules clairement identifiés de la formation initiateur. A l'issue de la formation et de l'évaluation, le candidat reçoit un brevet fédéral et non un brevet homologué par l'Adeps, ce qui n'empêche que cette formation est reconnue par l'Adeps puisque faisant partie de la formation initiateur.

Dans le cadre européen, le processus de Bologne a pour objet de rapprocher les systèmes d'enseignement supérieur (universitaire et hautes écoles) des différents pays membres pour pouvoir les intégrer dans « l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur » et favoriser la mobilité des étudiants et enseignants entre les différents pays membres.

Dans le même esprit, *pour promouvoir la mobilité des citoyens au sein de l'UE et faciliter l'éducation et la formation tout au long de la vie*, le Cadre Européen des Certifications (CEC) a pour tâche d'établir un lien entre toutes les formations nationales (donc aussi sportives) en se basant sur une échelle de 8 niveaux. Il s'agit donc en ce qui concerne le sport d'établir à l'échelle européenne une « équivalence » entre les différents brevets de moniteur sportif et en ce qui nous concerne les brevets initiateur, éducateur et entraîneur et leurs « équivalents » dans les autres pays comme par exemple les BE (Brevets d'Etat) en France, les guides, etc.

c) Le CAB, fédération sportive et l'Animateur SNE

En tant que fédération sportive, le CAB est tenu de promouvoir au maximum la sécurité dans les activités organisées par les cercles, mais aussi dans la pratique individuelle. Dans ce but, le Conseil d'Administration du CAB a décidé d'organiser un niveau Animateur sportif, à l'instar de ce qui est fait dans d'autres fédérations sportives. Ce niveau d'Animateur est par ailleurs un excellent tremplin pour suivre ensuite la formation de moniteur initiateur.

Après une évaluation pratique par des moniteurs, dont une moitié est désignée par la fédération et l'autre par le ou les cercles proposant des candidats, le candidat ayant réussi peut faire un stage de fin de formation dans un club de la fédération. Suite à la réussite de l'évaluation et du stage le CAB décerne un certificat capacitaire d'animateur en SNE, dont la durée de validité est de 5 ans. Cette durée de validité est chaque fois prolongée après avoir suivi un recyclage.

Les compétences de l'Anim SNE sont limitées et inférieures à celles du moniteur initiateur.

- PAS d'homologation de l'Adeps et donc PAS de titre de cadre sportif, l'Anim SNE N'est PAS un moniteur, mais il peut « assister » un moniteur
- Lors d'une activité d'un cercle du CAB. Le CAB ne peut préjuger de l'acceptation par d'autres organismes, mais l'Adeps acceptera vraisemblablement des animateurs pour assister des moniteurs dans les Centres Sportifs
- Comme bénévole (un défraiement reste possible selon les limites légales applicables aux bénévoles) ou comme salarié (dans le respect de la législation fiscale et sociale). Il n'y a actuellement pas de conditions légales d'accès à la profession de moniteur escalade

- Pour une pratique d'initiation, uniquement dans des voies équipées, sans situation complexe pouvant résulter d'une défaillance du ou des seconds, sur un massif d'une hauteur maximale de 150 mètres et dont l'accès aux secours est aisé
- L'Anim SNE ne peut emmener que maximum 3 personnes dans une voie de plusieurs longueurs, chaque personne se trouvant au bout d'un brin de corde (flèche)
- L'Anim SNE peut contrôler un certain nombre de moulinettes proches l'une de l'autre selon les directives du moniteur.
- L'Anim SNE peut prendre un groupe de maximum 5 personnes en via ferrata d'initiation, de difficulté technique moyenne et sans engagement (échappée facile ou faible hauteur permettant de descendre une personne jusqu'au sol en une seule longueur de corde)
- A titre individuel, sans moniteur présent, l'Anim SNE n'a pas de compétence officielle d'encadrement. Ses connaissances techniques sont cependant un gage de plus de sécurité pour les personnes avec lesquelles il grimpe.

d) Divertissements actifs

Sur base de la loi de 1994 concernant la sécurité des biens et services, un Arrêté Royal a été pris en 2004 sur l'organisation des divertissements actifs afin de protéger les « consommateurs ». Un divertissement actif est une *activité récréative ou délassante proposée à un consommateur et où ce dernier doit participer activement, fournir des efforts physiques et recourir à une certaine connaissance, aptitude ou technique.*

L'escalade répond donc à cette définition, mais l'AR exclut expressément les activités organisées par un club sportif pour ses affiliés, pour autant que ces activités tombent dans le cadre sportif qui les caractérise en temps normal. L'affiliation implique que le sport est en principe pratiqué plusieurs fois par an.

En clair un cercle du CAB qui organise POUR SES MEMBRES une sortie escalade n'est pas soumis à cet AR, mais si c'est un cercle de football qui organise une sortie d'escalade, le club de football est soumis à l'AR ! De même si le cercle du CAB organise pour ses membres une activité de kayak (sport non repris dans les statuts du CAB), il s'agit d'un divertissement actif. Si lors d'une activité organisée pour ses membres, un non-membre demande à pouvoir participer dans le but de faire connaissance avec l'escalade et éventuellement devenir membre, cela peut se faire sous forme d'invitation sans être directement soumis à cet AR.

Par contre si l'activité d'escalade est organisée au profit principalement de non-membres (comme une journée Portes Ouvertes), l'activité est bien soumise à cet AR.

L'obligation la plus contraignante est d'avoir effectué une analyse de risques par écrit et d'avoir ce document à disposition lors de la tenue de l'activité. Il faut bien sûr également un responsable de l'activité qui met en place un encadrement de qualité.

e) « Avantages » compris dans la cotisation CAB (cotisation pleine)

- En dehors de l'accès aux rochers et de la couverture en responsabilité civile déjà cités,
- Assurance individuelle frais médicaux en cas de blessure
- Secours en montagne (attention, PAS le rapatriement après l'accident !)
- Généralement accès aux activités de votre club et de la plupart des autres clubs/cercles
- Ristourne dans les refuges gérés par un club membre du Fonds des Refuges
- Accès à des informations spécifiques : revue trimestrielle Ardennes et Alpes, bibliothèque, conseils divers, secrétariat, ...

3. ENVIRONNEMENT NATUREL

Les rochers présents en Wallonie représentent un milieu naturel tout-à-fait particulier et une richesse biologique à conserver et à protéger. Le CAB a contribué à l'élaboration d'une brochure « Les Rochers, un univers habité à partager » éditée par le LIFE Héliantheme. Cette brochure a été distribuée à tous les membres du CAB avec l'Ardenne et Alpes n° 177 à l'automne 2013. Cette brochure est également disponible sur le site Internet du CAB, onglet

rochers/pelouses calcaires. En dehors d'explications générales, elle contient aussi des fiches sur certaines plantes et espèces animales de nos rochers.

a) La nature même des rochers

Tout qui a un peu fréquenté les rochers ou les a étudié en tant que géologue sait que malgré leur aspect imposant, les rochers sont par nature instables et échappent au contrôle total de l'homme. Par les facteurs d'érosion naturels qui agissent en permanence, les rochers se fragilisent et des chutes de pierres, voire de blocs peuvent se produire à chaque instant. En grim pant, vous devez rester prudents et tester les prises avant de vous pendre dessus. En cas de prise ou de pierre instable, ne les faites tomber que si vous êtes absolument certains qu'il n'y a personne en dessous de vous et même plus loin car la pierre peut rebondir ou rouler dans la pente. Sinon avertissez-en la fédération gestionnaire.

Les fédérations gestionnaires organisent régulièrement pendant la période « hivernale » des entretiens et des peignages (action de contrôler et retirer les pierres instables), mais cela ne rendra jamais une paroi totalement sûre, des chutes de pierres resteront toujours possibles. Celui qui n'accepte pas cette évidence doit changer de sport !

b) Le réseau Natura 2000

Dans notre région, la nature est en très grande partie façonnée par les activités humaines, il n'y a plus un seul m² où celles-ci n'ont jamais eu lieu. Face à la perte alarmante de biodiversité, l'Union Européenne a décidé de réagir afin de sauvegarder son patrimoine biologique. Le Réseau Natura 2000 se base sur deux directives, la Directive Oiseaux de 1979 et la Directive Habitats de 1992. Sur base d'une liste d'habitats naturels et d'espèces représentant le patrimoine européen le plus menacé, chaque Etat membre a proposé une série de sites permettant d'assurer la protection de ces espèces et habitats. Il ne s'agit pas d'une « mise sous cloche » de zones naturelles, mais de viser la cohabitation harmonieuse entre la diversité biologique et les activités humaines, avec cependant comme priorité de maintenir et restaurer la biodiversité. En Région wallonne, ce sont 13% du territoire, soit plus de 220.000 ha qui sont concernés.

La biodiversité n'est pas une lubie d'écologistes, mais bien une nécessité qui concerne notre vie elle-même via les services qu'elle rend (pollinisation, dépollution, pharmacopée, etc.). Protéger et respecter la vie sous toutes ses formes est dès lors non seulement un devoir, mais aussi un intérêt.

La toute grande majorité des massifs rocheux grimpés se trouvent dans un site Natura 2000, les autres sont le plus souvent en zone de carrière.

Les mesures applicables dans un site Natura 2000 comprennent des mesures générales et des mesures particulières en fonction des habitats présents et regroupés en Unités de Gestion avec des actes interdits, des actes soumis à autorisation et des actes soumis à notification. Les massifs rocheux sont principalement concernés par les UG2 - milieux ouverts prioritaires, dont les pelouses calcaires et les UG6 – forêts prioritaires, dont les forêts de pente. Les mesures concernent cependant principalement l'agriculture et la sylviculture.

En ce qui nous concerne, les mesures contraignantes sont plutôt celles imposées dans le cadre des permis d'environnement et qui visent la préservation ou restauration des habitats rocheux, des pelouses calcaires et des forêts de pente.

c) Les habitats ouverts

Dans les habitats ouverts protégés par Natura 2000, il y a en ce qui nous concerne, les habitats « végétation des parois rocheuses » (habitats 8210 et 8220) et « pelouses calcicoles » (habitats 6110 et 6210). L'habitat « éboulis » (habitats 8150 et 8160) ne se rencontre généralement que sur des surfaces si minuscules qu'on ne peut les reprendre comme tels.

i. Pelouses calcicoles : la flore « caractéristique » de ces habitats souffre des diverses menaces dont les principales sont dans nos contrées l'embroussaillage qui peut mener jusqu'à la reforestation et le développement des plantes invasives. Des plantes plus vigoureuses ou invasives supplantent ainsi les plantes pionnières qui disparaissent peu à peu. Auparavant, les habitudes agro-pastorales dont le pâturage des chèvres et moutons prévenaient la prolifération de ligneux, mais ce n'est plus le cas actuellement. Il faut donc pour restaurer et préserver ces habitats très menacés lutter contre l'embroussaillage par des tontes bien ciblées et

l'enlèvement des ligneux. La première restauration qui a eu lieu est le travail réalisé depuis les années 90 par Guy Bungart sur la pelouse du sommet des 5 Ânes.

- ii. Parois rocheuses : la flore caractéristique s'incruste dans les fissures avec un enracinement profond ou sur les petits replats, mais il faut aussi ajouter les mousses et lichens qui se collent sur la surface des rochers. Les menaces principales sont l'ombrage des arbres pour les petits rochers ou leur partie basse et l'envahissement par le lierre, les ronces, autres ligneux et plantes invasives. Dans les zones grimpees non déversées, avec de nombreux replats et fissures, s'il est nécessaire que les prises utilisées pour l'escalade soient libres de végétation, il faut laisser les plantes typiques dans les autres « prises » qui ne sont pas utilisées. Plus les parois sont compactes et verticales, voire déversées et moins il n'y aura de possibilité pour la végétation de s'y implanter. En contrepartie du « nettoyage » des zones grimpees, les mesures des permis d'environnement demandent que des zones du rocher restent non grimpees, mais entretenues, soit débarrassées du lierre, ronces, autres ligneux et plantes invasives, il en va de même des espaces entre les voies d'escalade.

d) Les habitats forestiers

L'habitat le plus sensible est la forêt de pente (ou érablière de ravin – habitat 9180) qui occupe souvent les ravins situés entre les rochers. La principale mesure à prendre est de limiter les accès, éviter les traces sauvages et surtout les traces directes qui favorisent le ravinement et la destruction de cet habitat. Des sentiers sont créés et entretenus pour éviter « l'à travers tout ». Ils doivent par ailleurs être bien balisés, renforcés au besoin et former des lacets qui permettent d'éviter le ravinement.

4. CLIMBING ATTITUDE

Le mouvement « Climbing Attitude » a été lancé par Béal en 2007 (www.climbing-attitude.org) avec plusieurs grimpeurs de très haut niveau pour favoriser une prise de conscience de la part des grimpeurs que les rochers sont un milieu naturel très riche qu'il faut absolument préserver et partager en harmonie avec les autres « locataires ». Ce terme a été repris par les fédérations belges par facilité dans le cadre de la brochure « Les rochers, un univers habité à partager ». Quelques principes basés sur le respect mutuel ne devraient logiquement pas poser problème en suivant la maxime : « **Soyez avec les autres comme vous voudriez que les autres soient avec vous** »

Respect des propriétaires et gestionnaires

- Être membre ou d'une fédération partenaire KBF, UBS, NKBV, ... (et avoir sa carte sur soi)
- Prendre connaissance des règles applicables aux massifs gérés par une fédération, en ce qui concerne le CAB ces règles sont disponibles sur le site internet du CAB)
- Lire sur le site même, le panneau info qui peut reprendre des consignes particulières et les respecter (accès, interdictions permanentes et temporaires, pas de bivouac, pas de feu, etc.)

Respect des riverains

- Se garer uniquement aux endroits prévus
- Ne pas constituer de gêne pour les riverains
- Reprendre ses déchets et même ne pas hésiter à ramasser ceux « oubliés » par un autre

Respect des autres grimpeurs

- Ne pas bloquer les voies avec des moulinettes permanentes
- Ne pas bloquer des voies en essayant sans cesse un passage assurément trop difficile pour son niveau (de plus les glissades répétées des chaussons patinent énormément le rocher)
- Ne pas faire des moulinettes dans les premières longueurs en empêchant l'accès aux longueurs suivantes, profitez d'avoir des voies de plusieurs longueurs pour « prendre de la hauteur »
- Ne pas descendre en rappel quand d'autres grimpeurs sont en-dessous
- Evitez autant que possible de faire tomber des cailloux (ou autre matériel) et prévenir si c'est le cas en criant « caillou »
- Respecter le calme en évitant les cris, pas de radio ou autres instruments de musique

- Faites jouer les enfants un peu plus loin (le pied des rochers est un endroit particulièrement dangereux pour eux car ils n'ont généralement pas de casque pour les protéger d'une chute de pierre toujours possible)

Respect du rocher

- Bien nettoyer ses semelles avant de grimper pour ne pas mettre de la boue sur le rocher et augmenter ainsi l'effet de patinage (cela vous aidera aussi à moins glisser)
- N'utilisez la magnésie que pour assécher vos mains au départ de la voie, cela n'est pas nécessaire à chaque pas. Utilisez-en avec parcimonie, époussetez vos mains pour en laisser le moins possible sur le rocher, à cette fin la magnésie en vrac est interdite, utilisez des boules de magnésie ou de la magnésie liquide. PAS de tick marks ! La magnésie peut être interdite localement sur certains sites ou secteurs par des directives particulières.
- En cas d'utilisation de coinces, ne pas les utiliser dans des fissures fragiles où vous risquez de casser le rocher (d'autant plus que dans ce cas, le coinces ne retiendra pas votre chute)

Respect de l'équipement en place

- Ne faire de moulinette qu'aux endroits prévus et équipés de maillons rapides : si un relais n'est pas équipé de maillons rapides, c'est généralement parce qu'il faut continuer la longueur suivante et ne pas descendre en moulinette
- Ne jamais mouliner directement sur une broche (ni sur une plaquette ou une sangle !)

Respect de la flore

- Apprenez à reconnaître les quelques plantes protégées les plus courantes que vous rencontrez dans les rochers et au pied de ceux-ci.
- Apprenez également les quelques espèces invasives que vous pouvez enlever si vous avez la certitude de ne pas vous tromper.
- Restez sur les chemins et sentiers bien tracés, ne coupez pas les lacets, ne descendez pas à travers tout
- Ne pas piétiner ni arracher la végétation au pied des rochers (inclus mousses, fougères, etc.)
- Installer son matériel aux endroits communs déjà utilisés, sans agrandir la zone
- Dans les voies d'escalade, ne nettoyez une prise de la végétation, de la mousse ou des lichens qu'en cas de réelle nécessité et certainement pas en dehors des prises (participez aux activités organisées par la fédération pour l'entretien et le nettoyage des voies d'escalade).
- Lors des descentes en rappel et moulinette, évitez de piétiner les plantes en regardant où vous posez les pieds.
- Eviter les rappels/moulinettes dans les zones avec des plantes à fleurs hautes car en rappelant la corde, celle-ci va décapiter les tiges.
- Informez la fédération de la présence de végétation « gênante » dans une voie d'escalade ou de plantes invasives sur le site

Respect de la faune

- En cas de nidification, un périmètre de quiétude doit être respecté et des voies peuvent être temporairement fermées par des rubalises (selon les espèces, la nidification s'étend de février à juin).
- Si vous trouvez un nid, informez-en la fédération afin qu'elle puisse interdire la zone de façon temporaire avec des rubalises
- Ne dérangez pas la faune dans les parties boisées que vous parcourez